

AGRICULTURE - ECONOMIE - EMPLOI

GROUPE DES ELUS COMMUNISTES

**Pour lutter contre la famine et défendre le pouvoir
d'achat,
le développement de la concurrence n'est pas la
solution !
30 avril 2008**

Gérard Lahellec

C'est à grand renfort de publicité que s'engage, actuellement, en France, le débat parlementaire sur la «loi de modernisation de l' conomie». Celle-ci a pour objectif de développer la concurrence dans le secteur de la grande distribution et du «hard discount» pour, nous dit-on, améliorer le pouvoir d'achat des consommateurs en tirant les prix vers le bas. Aussi, les agriculteurs s'inquiètent, à juste raison, du jeu que joue d'ores et déjà cette grande distribution.

Ce n'est pas un hasard si certains réseaux de la grande distribution deviennent les cibles des actions paysannes, tant les déclarations sur le prétendu rôle de certaines enseignes contre la hausse des prix ont de quoi interroger les éleveurs. Ces derniers demandent tout simplement à voir les contrats commerciaux passés entre les abattoirs et la centrale d'achats de ces grandes enseignes. Ils demandent à comprendre comment ils peuvent voir leurs revenus baisser alors que les prix en magasin augmentent. Ils veulent savoir comment la grande distribution peut justifier la valse des étiquettes en s'abritant derrière la hausse des coûts des matières premières agricoles quand, seuls, les producteurs en assument la charge par des coûts de revient supérieurs au prix payé à la sortie de la ferme.

C'est de ce débat là dont nous avons besoin si on veut à la fois traiter les questions de souveraineté, de suffisance alimentaire et du pouvoir d'achat des familles. A défaut, le débat ne sera qu'un débat en trompe l'oeil !

En effet, ce dont nous souffrons aujourd'hui, ce n'est pas d'abord d'une insuffisance de la concurrence sur les produits alimentaires de première nécessité, ni d'excès de soutiens à l'agriculture, ni même d'excès dans la revalorisation des productions agricoles ! C'est même du contraire dont souffre l'humanité !

Les images d'émeutes de la faim qui nous viennent des quatre coins du Monde et les recherches d'accords qui se trament dans des négociations entre les Etats pour endiguer les risques de famines sont un désaveu cinglant aux chantres du tout libéralisme et aux grandes institutions économiques mondiales que sont l'OMC, l'OCDE, la Banque Mondiale, le FMI... c'est à dire celles-là mêmes qui maintenant sonnent le tocsin en s'érigeant plus que jamais en donneuses de leçons. A Bruxelles, le Commissaire à l'agriculture, Peter Mandelson, appuyé   Genève par le

patron de l'OMC Pascal Lamy, veut tirer profit de la situation. Ils jugent tous les deux qu'il faut se saisir de l'aubaine que leur offre la situation que nous traversons et de la hausse des cours pour en finir avec toutes les interventions et subventions et franchir ainsi une nouvelle étape dans la libéralisation des échanges agricoles.

Alors qu'il est urgent de dire stop, de favoriser des régulations et sécuriser prioritairement les ressources alimentaires de base en conditionnant, par exemple, les primes perçues par les céréaliers à la constitution de stocks de régulation, les tenants du libéralisme préconisent le contraire au risque de conduire certaines régions du Monde à l'abîme.

Pourtant, ce sont bien les spéculations honteuses conduites par les tenants du libéralisme, les dérèglements climatiques consécutifs aux spéculations sur le pétrole et les replis de ces mêmes tenants du libéralisme sur les valeurs refuges qui sont à l'origine de la hausse des prix des matières premières agricoles.

Pas un mot de tout cela dans les propos du Commissaire européen, du patron de l'OMC ou du directeur du FMI qui attribuent les causes de la montée des prix au seul développement des biocarburants.

Au regard de la crise alimentaire qui secoue le Monde, rien n'est plus urgent que de travailler vite à des solutions d'urgence pour venir en aide aux populations qui souffrent de la faim. Dans le même temps, il est tout aussi urgent de remettre en cause le dogme sur lequel se sont développées les politiques conduisant à de tels résultats. Ce dogme est celui du libéralisme et de la libre concurrence qui n'hésite pas à utiliser avec démagogie la sensibilité de l'opinion aux arguments «tiers-mondistes» et environnementaux pour justifier la suppression des aides et des régulations, pourtant si nécessaires au développement de toutes les agricultures vivrières du Monde.